Initiatives ministérielles

répondre aux critères habituels et sans que lui-même ait à verser les indemnités normales prévues dans la loi. Cela ne devrait pas être non plus.

L'article 18 du projet de loi dit que l'administrateur général d'un ministère peut conclure à l'abandon de poste par un fonctionnaire, et l'intéressé perd dès lors sa qualité de fonctionnaire. Auparavant, la Commission de la fonction publique devait entendre des témoignages et rendre ses conclusions. Ce n'est plus le cas. Autrement dit, un employé peut perdre son emploi s'il s'absente pendant un certain temps pour des raisons autres que celles prévues. L'administrateur général du ministère peut décider qu'un employé a abandonné son poste et le renvoyer. Il ne semble pas que la Commission de la fonction publique intervienne. Encore une fois, le gouvernement nous montre sa toute-puissance et nous propose une injustice, des règles inadéquates.

Enfin, monsieur le Président, et je vois que mon temps de parole tire à sa fin, avec l'article 19 du projet de loi, le gouvernement autorise un recours accru à la sous-traitance, et ce, malgré la décision de la Cour fédérale du Canada établissant que la sous-traitance ne doit pas entraîner la suppression d'un poste. Le gouvernement fait le contraire. Il contourne une décision que la cour a rendue pour protéger les employés de la fonction publique.

C'est un mauvais projet de loi. Le ministre devrait le retirer immédiatement.

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, à l'instar de tous mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, je veux exprimer mon opposition à ce projet de loi et rappeler, comme d'autres l'ont fait, que le Parti libéral s'y oppose, lui aussi. Malgré son beau titre suggestif et apparemment très significatif, FP 2000, on se rend compte, après l'avoir examiné, que ce projet de loi est inacceptable.

En voulant s'éloigner d'une longue tradition, selon laquelle il procédait par consensus quand il voulait modifier des lois touchant la fonction publique, il tenait des audiences parlementaires par exemple, le gouvernement a échoué. Nous recommandons, dans le cas qui nous intéresse aujourd'hui, de revenir à la procédure habituelle et de créer un comité parlementaire spécial chargé d'étudier le principe du projet de loi et de le situer dans le contexte global de la réforme appelée FP 2000.

En agissant ainsi, le gouvernement respecterait la recommandation faite par le Comité des comptes publics à laquelle avaient souscrit tous les membres du comité, y compris les députés conservateurs.

Nous tenons à préciser que nous appuyons les dispositions du projet de loi visant à renforcer la fonction publique et à accroître sa capacité de servir la population et d'améliorer les relations de travail. Je suis fier de voir que mon collègue, le député de Kingston et les Îles, a insisté sur ce point à la fin de son discours. Nous nous opposons aux dispositions qui minent le principe du mérite. Mon collègue a d'ailleurs expliqué en détail la façon dont le principe du mérite était miné: l'absence de mesures de protection déstabilise la fonction publique et nous empêche d'embaucher et de garder des employés hautement qualifiés. Nous nous opposons également aux dispositions qui diminuent la responsabilité des gestionnaires. Nous avons des amendements importants à proposer, ce que nous ferons en temps et lieu.

• (1530)

Le pays est aux prises avec de nombreux problèmes, et bon nombre d'entre eux sont attribuables à la mauvaise gestion dont fait preuve le gouvernement. Dans chacun des dossiers, on voit que la mauvaise gestion a mené au bord de l'éclatement un pays plein d'avenir, un pays qui voulait vraiment préserver son unité.

La mauvaise gestion de la fonction publique—ce dont nous parlons aujourd'hui—par le gouvernement a causé la première grève massive des fonctionnaires dans l'histoire du Canada. Jamais le moral des membres de la fonction publique n'a été aussi bas.

Le traitement dur et arbitraire réservé aux fonctionnaires nous fait perdre des gens compétents. Si le gouvernement fait preuve d'incompétence dans la gestion de ses propres employés en cette période de changement, nous ne devrions pas être surpris qu'il fasse preuve d'incompétence aussi pour des questions plus importantes comme la Constitution, les impôts, les relations fédérales-provinciales, la survie du régime de soins de santé au Canada et les universités.

Le gouvernement a déjà demandé à la fonction publique d'en faire davantage avec moins de ressources, mais maintenant le message est clair: il faut en faire moins avec moins de ressources, et ce sont les Canadiens qui en subissent les conséquences.

Nous encourageons bien sûr le gouvernement à abandonner cette façon de procéder et à établir un comité représentant tous les partis qui serait chargé d'examiner la réforme de la fonction publique, mais nous lui demandons également d'écouter non seulement les députés de l'opposition, mais aussi les fonctionnaires eux-mêmes sur la question de la réforme de la fonction publique.